

RESSOURCES
STRATECO

DEUXIÈME TRIMESTRE
RAPPORT INTÉrimAIRE
30 JUIN 2009

RESSOURCES STRATECO INC.

Rapport de gestion intermédiaire

30 juin 2009

Portée de l'analyse financière de la direction

L'analyse qui suit doit se lire en parallèle avec les états financiers annuels vérifiés de Ressources Strateco inc. (« Société ») pour les exercices terminés les 31 décembre 2008 et 2007 ainsi que les états financiers intermédiaires pour la période terminée le 30 juin 2009. Les états financiers de la Société ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada (PCGR). À moins d'indication contraire, tous les montants sont en dollars canadiens.

Mise en garde relative aux énoncés prospectifs

Le présent rapport de gestion peut contenir des énoncés prospectifs reliés à l'information financière qui reflètent les attentes actuelles de la direction à l'égard d'événements futurs. Ces énoncés prospectifs dépendent d'un certain nombre de facteurs et comportent certains risques et incertitudes et il n'y a aucune garantie que ces énoncés s'avéreront exacts. Les facteurs pouvant faire varier de façon importante les résultats, les activités et les événements futurs par rapport aux attentes exprimées expressément ou implicitement dans ces énoncés prospectifs comprennent, sans s'y limiter, la volatilité du prix de l'uranium, les risques liés à l'industrie minière, les incertitudes relatives à l'estimation des ressources minérales et les besoins additionnels de financement ainsi que la capacité de la Société à obtenir ces financements.

Statuts, nature des activités et continuité de l'exploitation

La Société a été constituée en corporation en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*, par statuts de constitution datés du 13 avril 2000.

Les activités de la Société portent essentiellement sur l'exploration de propriétés minières en vue de leur exploitation commerciale. La Société n'exploite présentement aucune propriété minière. La Société détenait dans son portefeuille 100 % de cinq propriétés minières, une participation et des options dans trois propriétés minières situées au Québec. Ces propriétés totalisent 1 068 titres miniers pour une superficie de 56 747 hectares (567 km²). Elle concentre ses activités sur la mise en valeur de trois propriétés uranifères. À l'exception de certains projets situés dans le bassin d'Athabaska en Saskatchewan, le projet Matoush, situé dans les Monts Otish au Nord du Québec, peut être considéré comme l'un des projets ayant la plus forte teneur uranifère au monde.

La récupération du coût des actifs miniers dépend de la capacité de découvrir et d'extraire économiquement les réserves de minerai, de l'obtention du financement nécessaire pour poursuivre l'exploration et le développement de ses propriétés et de la mise en production commerciale ou du produit de la disposition des propriétés. La Société devra obtenir périodiquement de nouveaux fonds pour poursuivre ses activités et malgré le fait qu'elle y soit parvenue dans le passé, il n'y a aucune garantie de réussite pour l'avenir.

Concernant les sections sur la stratégie et plan d'action ainsi que sur les activités d'exploration, ce rapport de gestion contient des « énoncés prospectifs » selon le contexte de l'énoncé, particulièrement dans le cas d'énoncés qui décrivent les opinions, les estimations ou les attentes de la Société concernant des résultats et événements futurs. Ces énoncés n'offrent aucune garantie quant aux résultats et événements futurs et impliquent des risques et des incertitudes, hors du contrôle de la Société qui pourraient faire en sorte que les résultats et événements réels ou futurs pourraient éventuellement différer de façon substantielle des résultats présentés ou prévus dans ces énoncés prospectifs. Ces risques et incertitudes sont décrits dans le formulaire du rapport annuel déposé sur SEDAR et dans le rapport annuel du formulaire 10-K déposé sur EDGAR.

Stratégie et plan d'action

La Société entend poursuivre d'une façon soutenue et accélérée ses objectifs d'accroître les ressources uranifères sur sa propriété Matoush détenue à 100 % et devenir la première société au Québec et la première société dite junior au Canada au cours du présent cycle, soit en près de 25 ans, à avancer un projet d'exploration pour l'uranium impliquant des travaux d'exploration souterraine.

RESSOURCES STRATECO INC.

Rapport de gestion intermédiaire

30 juin 2009

La Direction est extrêmement encouragée par le programme de forages réalisé sur le projet Matoush depuis le début de l'année 2009 qui a été couronné de succès, notamment sur le secteur sud de la structure Matoush de la propriété Eclat, où une nouvelle zone minéralisée a été identifiée 9,5 km au sud de la lentille MT-34.

Ces résultats ainsi que la connaissance accrue de la géologie de l'ensemble du projet Matoush indiquent que la structure Matoush a le potentiel de contenir des ressources uranifères pouvant alimenter une usine de traitement de minerai à une cadence supérieure à une production anticipée de 700 tonnes par jour, conformément à l'étude d'opportunité réalisée en 2008 pour environ 2,3M de livres U₃O₈ par année (référence : Scott Wilson Roscoe Postle Associates Inc. («Scott Wilson RPA»), Melis Engineering Ltd. et Golder Associés Ltée («Golder»), décembre 2008).

Le potentiel d'accroissement des ressources étant démontré, une augmentation substantielle des mètres à être forés au cours des prochaines années apparaît comme un incontournable.

Ainsi, pour les années 2010 et 2011, la Direction prévoit un programme de forages de surface de 60 000 mètres par année le long de la faille Matoush identifiée par forages sur plus de 12,5 km, réalisé en parallèle avec les travaux d'exploration souterraine. On procédera notamment à l'exploration systématique de la structure. Les résultats des programmes de forages de surface devraient permettre d'établir la capacité maximale de l'usine de traitement de minerai pour le projet Matoush.

Le fait que la Société soit éligible aux crédits d'impôt à l'exploration qui représente environ 50 % des dépenses d'exploration de surface et ce, aussi longtemps que la Société n'est pas reconnue comme un producteur commercial, justifie d'autant plus cette décision.

D'autre part, Scott Wilson RPA a été mandaté pour procéder à l'actualisation des ressources de la lentille à haute teneur MT-34. La nouvelle estimation des ressources devrait être complétée vers la fin du mois d'août.

Les travaux d'ingénierie et autres, requis dans le cadre de la demande de licence auprès de la Commission canadienne de sûreté nucléaire («CCSN») pour les travaux d'exploration souterraine progressent comme prévus.

À cet effet, les plans détaillés d'ingénierie pour les infrastructures de surface et souterraine ont été complétés de même que le plan de la rampe. Ces plans ont d'ailleurs récemment été présentés aux représentants de la CCSN à Ottawa. La Direction prévoit qu'à la fin du troisième trimestre 2009, tous les plans et programmes détaillés ainsi que l'étude d'impact environnemental auront été complétés et déposés auprès des différentes instances. La Direction demeure confiante de démarrer l'exploration souterraine au printemps 2010.

Afin d'accélérer le processus d'obtention de la licence pour la construction de la mine, la Société entend démarrer dès 2010, les études environnementales nécessaires à la construction de l'usine ainsi que des parcs à résidus.

Activités d'exploration

Les données techniques contenues dans le texte qui suit sont fondées sur un rapport technique intitulé : *Technical Report on the Mineral Resources Update for the Matoush Uranium Project Central Quebec, Canada*, daté du 16 septembre 2008, préparé selon le *Règlement 43-101 concernant l'information sur les projets miniers* («*Règlement 43-101*»). Ces données ont été révisées par les auteurs du rapport, messieurs David A. Ross, M. Sc. P. Geo et R. Barry Cook, P. Ing. de Scott Wilson RPA, les données techniques fondées sur de l'information récente ont été révisées par monsieur Jean-Pierre Lachance, vice-président exécutif de la Société, qui sont des personnes qualifiées telles que définies par le *Règlement 43-101*.

Afin de permettre une meilleure compréhension des travaux d'exploration effectués sur le projet Matoush, la Société a incorporé par référence la **NOTE 1** à la suite de la section intitulée : « **Stratégie et plan d'action** » du **rapport de gestion annuel 2008 pour l'exercice terminé le 31 décembre 2008**. Cette note fait la description technique des méthodes d'analyse du programme d'exploration, des techniques d'échantillonnage, de l'assurance et contrôle de la qualité incluant l'information reliée à l'utilisation de la lettre « e » de « **eU₃O₈** » qui représente la valeur estimée ou

RESSOURCES STRATECO INC.

Rapport de gestion intermédiaire

30 juin 2009

équivalente U_3O_8 déterminée au moyen d'une sonde spectrale ou gamma calibrée, de la méthodologie pour l'utilisation de la sonde gamma et finalement la réconciliation des données de forages avec les résultats d'analyse. Cette description technique peut aussi être consultée sur le site web de la Société à www.stratecoinc.com dans la section *Corporation-Q/A*.

Au cours du deuxième trimestre 2009, les travaux d'exploration ont essentiellement consisté en forages sur le projet Matoush, la majorité étant concentrée sur la propriété Matoush, détenue à 100 % par la Société, dans les Monts Otish, 300 km au nord de Chibougamau.

La campagne de forages de 30 000 mètres pour l'année 2009 a été temporairement suspendue pendant la période de dégel, soit du 27 avril au 27 mai.

Au total, 9 912 mètres de forages d'exploration ont été complétés au second trimestre sur les différentes propriétés dans les Monts Otish selon la répartition suivante : Matoush : 7 846 mètres, Eclat : 1 079 mètres, Mistassini : 786 mètres et Pacific May-Matoush : 201 mètres.

Ces forages ont été complétés à l'aide de deux foreuses opérationnelles sur le terrain en plus d'une foreuse hélicoptérée pour les sondages réalisés sur les propriétés Mistassini et Pacific Bay-Matoush. En plus des forages d'exploration, cinq sondages géotechniques totalisant 526 mètres ont été effectués dans le cadre des travaux préparatoires au programme d'exploration souterraine.

Au début du mois d'avril, deux sondages ont été complétés **sur la propriété Eclat** (EC-09-05 et EC-09-06) sur laquelle la Société détient depuis le 15 juin dernier, un intérêt de 100 %. Tel qu'il a été mentionné dans le rapport intérimaire du premier trimestre 2009, le sondage EC-09-05, foré 9,5km au sud de la lentille MT-34, a donné des résultats très intéressants et révélateurs. Deux zones minéralisées distantes de 20 mètres l'une de l'autre au niveau de la faille Matoush ont été intersectées avec des valeurs de 0,08 % eU_3O_8 sur 1,5 mètre et 0,12 % eU_3O_8 sur 2,6 mètres.

Le sondage EC-09-06, foré 200 mètres au nord du EC-09-05 à la même élévation, a intersecté 2,1 mètres à 0,11 % eU_3O_8 .

Une altération particulièrement importante en tourmaline et fuschite avec pitchblende, similaire au contexte géologique des zones AM-15 et MT-34, rehausse le potentiel uranifère le long de la faille Matoush sur plus de 12,5km.

Sur la propriété Matoush, l'exploration du secteur MT-06 situé environ 1km au sud de la lentille MT-34 s'est poursuivie. Au début du mois d'avril, le sondage MT-09-06 foré sur la section 46+00S, a intersecté une nouvelle zone minéralisée de 8,9 mètres à une teneur moyenne de 0,21 % eU_3O_8 incluant 1,1 mètre à 0,96 % eU_3O_8 . Cette intersection située environ 25 mètres dans l'éponte supérieure de la faille Matoush est hautement altérée en fuschite avec présence de pitchblende et d'uranophones.

Huit autres sondages ont été complétés dans le secteur MT-06 selon une maille atteignant 100 mètres en vue de vérifier la continuité de l'intersection du sondage MT-09-06. Le meilleur sondage a été le MT-09-09, situé le long de la plongée présumée du MT-09-06, à 100 mètres de ce dernier et à -600 mètres de profondeur verticale. L'intersection a été de 0,08 % eU_3O_8 sur 2,40 mètres au niveau de la faille.

Au début du mois de juin, une des deux foreuses en opération sur la propriété Matoush a été affectée sur le secteur de la lentille MT-34. En raison des très hautes teneurs obtenues dans le sondage MT-34, soit 1,36 % U_3O_8 sur 27,50 mètres incluant 6,03 % U_3O_8 sur 4,80 mètres en comparaison de l'ensemble des teneurs et longueurs des intersections obtenues dans cette zone, l'influence du forage MT-34 dans l'estimation des ressources publiée en septembre 2008 par Scott Wilson RPA avait été volontairement limitée.

De plus, la maille des sondages réalisés en 2008, soit 50 m x 70 m à proximité du sondage MT-34, ne rendait pas possible l'intégration de ces ressources dans la catégorie de ressources indiquées.

RESSOURCES STRATECO INC.

Rapport de gestion intermédiaire

30 juin 2009

En juin 2009, quatre forages (MT-09-12, 14, 16 et 19) ont été complétés dans la partie supérieure de la lentille MT-34. Trois de ces quatre forages ont intersecté des hautes teneurs sur des longueurs considérables.

L'intersection du sondage MT-09-12, dont le point de percée s'est retrouvé à quelques mètres du sondage MT-08-50 en raison de fortes déviations, a été de 0,42 % eU₃O₈ sur 26,9 mètres incluant 0,66 % eU₃O₈ sur 12,9 mètres et 2,41 % eU₃O₈ sur 1,3 mètre.

À titre comparatif, l'intersection du MT-08-50 avait été de 0,44 % eU₃O₈ sur 21,6 mètres incluant 1,88 % eU₃O₈ sur 1,8 mètre. L'analyse chimique a retourné 0,49 % U₃O₈ sur 21,3 mètres incluant 1,99 % U₃O₈ sur 2,0 mètres.

Pour ce qui est du sondage MT-09-16, dont le point de percée est situé à mi-chemin entre le sondage MT-08-50 et MT-08-34, l'intersection a été de 0,61 % eU₃O₈ sur 25,7 mètres incluant 1,30 % eU₃O₈ sur 7,4 mètres.

Quant au sondage MT-09-19, dont le point de percée est situé dans la partie supérieure de l'ACF-4 près du contact du CBF, 35 mètres au nord du sondage MT-08-51 (0,40 % eU₃O₈ sur 5,1 mètres), l'intersection a été de 0,26 % eU₃O₈ sur 14,1 mètres incluant une section de 0,95 % eU₃O₈ sur 2,8 mètres.

Le sondage MT-09-17, foré sur la même section, a dû être abandonné en raison de déviation excessive.

Pour ce qui est du forage MT-09-14, il a rapporté une intersection de 0,08 % eU₃O₈ sur 5,1 mètres. Ce forage est situé à la limite inférieure de la lentille MT-34.

Le forage MT-09-20 est actuellement en cours afin de vérifier l'extension du sondage MT-08-34 dans l'axe de la plongée de la lentille MT-34 vers la partie supérieure de l'ACF-4.

Un autre forage est prévu sur la lentille MT-34 à une profondeur verticale de -470 m entre les sondages MT-08-47 et MT-08-55, le long de la lentille MT-34 dans un secteur où il n'y a pas eu de ressources estimées.

Les sondages réalisés en juin et juillet devraient permettre d'augmenter les ressources totales de la zone MT-34 et de transformer une partie des ressources de catégorie inférée en ressources de catégorie indiquée.

Les services de la firme Scott Wilson RPA ont été retenus afin de réaliser une nouvelle estimation des ressources de la zone MT-34. Le rapport devrait être disponible vers la fin du mois d'août 2009.

Sur la propriété Mistassini, située aussi dans les Monts Otish, 50km au sud-ouest de la propriété Matoush et sur laquelle la Société a l'option d'acquérir un intérêt de 60 % dans les droits d'uranium, la Société a réalisé, tel que planifié, une courte campagne de forages à la fin du mois de juin.

Cette campagne de forages s'est déroulée entre le 10 juin et le 28 juin dernier. Sept forages ont été complétés pour un total de 786 mètres. L'objectif de ce programme consistait à amorcer la vérification des extensions latérales et en profondeur de l'indice d'uranium du Lac Mantouchiche («indice Mantouchiche») à la suite de l'interprétation par Jeremy S. Brett de la firme MPH Consulting Ltée., du levé magnétique à haute résolution et électromagnétique complétée en janvier 2009.

Les forages ont été répartis sur trois sites dans le secteur immédiat de l'indice Mantouchiche sur une distance latérale totalisant 125 mètres. Deux forages par section ont été complétés pour vérifier les extensions latérales, soit 50 mètres à l'ouest et 75 mètres à l'est de l'indice Mantouchiche. Deux sondages (MIST 09-03 et 04) ont été forés sur la même section que le sondage de découverte MIST-07-03.

Des résultats fort encourageants ont été obtenus notamment avec la découverte d'une nouvelle zone recoupée dans le secteur immédiat de l'indice Mantouchiche. Le sondage MIST-09-03, foré à un angle de - 45°, a intersecté 11,0 mètres avec une teneur de 0,13 % eU₃O₈ incluant 0,9 mètre avec une teneur de 1,03 % eU₃O₈. Cette nouvelle zone uranifère est située dans l'éponte supérieure de l'indice Mantouchiche à une profondeur verticale de 32 mètres. Le sondage de découverte de l'indice Mantouchiche, MIST-07-03, foré à un angle de - 70° sur la même section que le

RESSOURCES STRATECO INC.

Rapport de gestion intermédiaire

30 juin 2009

sondage MIST-09-03, avait intersecté 18,5 mètres à une teneur de 0,215 % U_3O_8 et à une profondeur verticale de 47 mètres.

Un second sondage, MIST-09-04, foré sur la même section à un angle de -70° , a confirmé l'extension verticale de la nouvelle zone uranifère avec une teneur de 0,08 % eU_3O_8 sur 13,9 mètres incluant 0,186 % eU_3O_8 sur 5,1 mètres, à une profondeur verticale de 40 mètres. L'extension de l'indice Mantouchiche a aussi été intersectée par le sondage MIST-09-03 à une profondeur verticale de 64 mètres avec une teneur de 0,08 % eU_3O_8 sur 3,0 mètres incluant 0,14 % eU_3O_8 sur 1,2 mètre.

Les forages MIST-09-01, 02, 05 et 06, forés en vue de vérifier les extensions latérales de l'indice Mantouchiche, ont intersecté des valeurs anormales en eU_3O_8 . L'extension latérale de la nouvelle zone n'a pu être confirmée par le dernier sondage de la campagne, soit le MIST-09-07, foré sur la même section que les sondages MIST-09-05 et 06.

La largeur vraie des intervalles minéralisés n'a pas encore été déterminée. Ces résultats d'équivalent uranium proviennent de la sonde spectrale. Les analyses chimiques sont en attente.

À la lumière des résultats positifs de cette récente campagne de forages et à la suite de l'interprétation structurale et géologique, des travaux complémentaires seront entrepris au cours de la prochaine année. Dans un premier temps, un levé géophysique au sol sera effectué en vue de vérifier l'hypothèse de la présence de lentilles minéralisées à haute teneur selon un axe préférentiel nord-sud.

À la suite des travaux de forages effectués sur la propriété Mistassini, à la fin du mois de juin, la Société a profité de la disponibilité de la foreuse hélicoptée pour effectuer un sondage de 200 mètres sur une portion de terrain de la **propriété Pacific Bay-Matoush** composée de quatre titres miniers situés dans le prolongement potentiel de la faille Matoush, à 3km au sud de la propriété Eclat. Rappelons que la présence de la faille Matoush a été confirmée par forage en avril 2008 à moins de 200 mètres de la frontière sud de la propriété Eclat et celle de la Corporation Cameco («Cameco»).

Malheureusement, l'extension de la faille Matoush n'a pas été confirmée dans le forage récemment complété ; des roches sédimentaires étant présentes à l'endroit présumé de la faille à 150 mètres de profondeur le long du trou.

Permis et licence

Tout comme au premier trimestre 2009, les travaux pour faire avancer les études des différents dossiers se sont poursuivies en préparation du programme d'exploration souterraine qui débutera à la suite de l'obtention de tous les permis nécessaires.

Deux autres consultants, SENES Consultants Limited (« SENES ») et GENIVAR du bureau de Montréal se sont ajoutés à la liste de nos nombreux consultants pour exécuter certaines études explicites en vue d'obtenir les différents permis provinciaux et fédéraux.

Donnant suite aux commentaires reçus de la CCSN, le 16 février 2009, relativement à la demande de licence pour les travaux d'exploration souterraine, la Société a entrepris des travaux de terrain avec la collaboration de Golder pour une étude géomécanique sur le pilier de surface. Cette même étude sera utilisée afin de se conformer aux exigences du gouvernement provincial en ce qui concerne une excavation souterraine sous l'influence d'une nappe d'eau, c'est-à-dire lorsqu'une excavation est située moins de 100 m d'une nappe d'eau. Les travaux de terrain ont consisté en forages de trois trous avec différents tests exécutés dans les trous et sur la carotte de forage. Au total, 526 mètres ont été forés.

GENIVAR de Val-d'Or et d'Amos ont poursuivi leurs travaux sur l'ingénierie détaillée des infrastructures de surface nécessaires à la construction du programme d'exploration souterraine.

Les travaux en environnement effectués par Golder se poursuivent avec la rédaction des termes de référence (baseline) pour la majorité des composantes à l'étude, soit : l'hydrologie, la qualité de l'eau de surface et des

RESSOURCES STRATECO INC.

Rapport de gestion intermédiaire

30 juin 2009

sédiments, le poisson et son habitat et la faune. La rédaction du rapport de géochimie, la mise à jour du rapport d'hydrogéologie et la rédaction du plan de restauration font aussi partie des activités réalisées au cours du trimestre.

La phase 2 de rédaction des manuels et procédures détaillés du programme de radioprotection suit son cours.

Avec la rédaction des études de base qui se complète, Golder a pu entreprendre les travaux d'analyse des impacts potentiels du projet d'exploration sur les composantes physiques et biologiques sur lesquelles ils travaillent.

Un nouveau contrat a été octroyé à Golder, entre avril et juin 2009, comprenant la rédaction du plan d'urgence environnemental.

Les études de risques (risque écologique, risque sur la santé humaine et risque industriel) ont été octroyées à SENES, une firme de l'Ontario ayant beaucoup d'expertise dans le domaine de l'uranium. Ils ont aussi obtenu les mandats pour l'étude de l'air et du climat ainsi que de la radiométrie.

Les travaux de terrain complétés par Golder entre avril et juin 2009 consistent en un programme printanier d'échantillonnage des eaux de surface et des sédiments et de la géochimie (plan de travail approuvé en 2008).

SENES a procédé à la formation du personnel de la Société et à la mise en place des échantillonneurs d'air sur le site. Ils ont de plus complété le relevé radiométrique de surface pour l'étude de base sur la radioactivité.

La rédaction des différents programmes en santé et sécurité tels que radioprotection, mesures d'urgence, sécurité au travail et hygiène industrielle ne sont que quelques exemples des programmes qui doivent être rédigés. Tous ces programmes seront complétés pour la fin septembre tels que planifiés.

La Société a obtenu plusieurs permis provinciaux pour le projet Matoush tels que le bail d'utilisation du territoire pour le campement et le permis (renouvellement) d'utilisation d'équipement pétrolier en avril et, en juin, le non-assujettissement à l'étude d'impact pour la piste d'atterrissage.

Communications

L'aspect des communications dans le but de faire connaître les étapes du développement du projet Matoush auprès des Premières Nations et de la population en général est demeuré prioritaire.

Ainsi, au début du mois d'avril, la Société a participé activement, en plus d'être un commanditaire important, à la quatrième conférence annuelle de Learning Together qui a eu lieu à Montréal et qui regroupe les communautés autochtones à travers le Canada. Cette conférence vise, notamment, à établir un lien durable entre les communautés des Premières Nations et l'industrie minière. Elle a, entre autres, permis de répondre aux questions de nombreux participants sur les projets uranifères. Les présentations et la participation d'un représentant de la Société aux groupes de discussion auxquels participaient aussi des représentants de Cameco et du CCSN se sont avérées très bénéfiques.

Le 21 avril dernier, une rencontre a eu lieu avec le chef du conseil de bande de Mistassini afin de discuter de l'état de l'avancement du projet Matoush ainsi que des étapes à venir dans le cadre de la préparation des travaux d'exploration souterraine.

D'autre part, à la fin du mois d'avril, un représentant de la Société a rencontré les membres du Comité uranium à Chibougamau afin de les appuyer dans la stratégie et dans les démarches à suivre en vue de planifier les rencontres publiques. Ce nouveau comité, formé par le conseil d'administration de la Conférence régionale des élus de la Baie-James («CREBJ»), a pour but d'informer le public en général sur tous les aspects de l'uranium dans le cadre d'un processus ouvert et transparent.

En plus des diverses communications directes qu'entretient la Société, la Société travaille actuellement à optimiser son site web avec la participation de la firme AGC Communications, une firme d'experts en relations publiques.

RESSOURCES STRATECO INC.

Rapport de gestion intermédiaire

30 juin 2009

Frais d'exploration

Frais d'exploration pour les 6 mois terminés le 30 juin 2009	Matoush				Pacific Bay-		Total
	Matoush	Extension	Eclat	Apple	Matoush	Mistassini	
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Solde au début de la période	23 375 628	456 320	669 376	1 252 357	422 741	293 215	26 469 637
Additions							
Experts-conseils et sous- traitants	1 764 831	9 594	34 565	56 957	27 742	40 289	1 933 978
Infrastructure, chemins d'accès, parc à carburant et autres	1 356 852	-	-	-	-	-	1 356 852
Forages	1 324 274	-	298 649	2 299	238 735	117 363	1 981 320
Transport et carburant	696 552	-	-	1 208	17 915	83 400	799 075
Géophysique		-	-	-	-	100	100
Service de premiers soins	7 422	-	-	-	-	-	7 422
Laboratoires et analyses	164 513	-	-	-	-	-	164 513
Frais de déplacement et d'hébergement	784 619	-	-	75	-	50	784 744
Frais de permis nucléaire	383 250	-	-	-	-	-	383 250
Frais de gestion	297 821	-	29 865	997	25 876	40 948	395 507
Fournitures et location d'équipement	249 517	-	-	-	-	-	249 517
Équipements mobiles et entretiens	86 836	-	-	5 584	-	-	92 420
Frais généraux d'exploration	171 834	-	-	3 047	-	6 100	180 981
Environnement	351 036	-	-	-	-	-	351 036
Rémunération à base d'actions	169 945	-	-	-	-	-	169 945
Amortissement des immobili- sations corporelles	161 438	-	-	29 426	-	-	190 864
	7 970 740	9 594	363 079	99 593	310 268	288 250	9 041 524
Crédit de droits miniers et autres crédits d'exploration	(3 964 325)	(4 423)	(166 494)	(14 373)	(142 720)	(137 770)	(4 430 105)
Augmentation nette	4 006 415	5 171	196 585	85 220	167 548	150 480	4 611 419
Solde à la fin de la période	27 382 043	461 491	865 961	1 337 577	590 287	443 695	31 081 056

Conformément aux financements réalisés au 1^{er} octobre 2008, la Société s'est engagée à dépenser 8 000 000 \$ avant le 31 décembre 2009 sur les projets uranifères Matoush et Apple. Au 31 décembre 2008, la Société avait dépensé 3 147 744 \$ à l'encontre de cet engagement et au 30 juin 2009 le résiduel a été dépensé. La Société a donc entièrement rencontré son engagement en dépense d'exploration relativement à ce placement accréditif de 8 000 000 \$.

RESSOURCES STRATECO INC.

Rapport de gestion intermédiaire 30 juin 2009

Frais d'exploration pour les 6 mois terminés le 30 juin 2008	Matoush	Matoush Extension	Eclat	Apple	Pacific Bay- Matoush	Mistas- sini	Mont Laurier + Pros- pection	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Solde au début de la période	12 183 826	346 265	268 742	69 526	149 434	-	332 365	13 350 146
Additions								
Experts-conseils et sous-traitants	1 545 489	9 204	29 852	374 003	29 446	44 400	3 202	2 035 597
Infrastructure, chemins d'accès, parc à carburant et autres	587 152	-	-	197 295	-	-	-	784 447
Forages	4 015 518	129 142	340 877	464 404	12 530	73 099	-	5 035 571
Transport et carburant	1 211 843	12 000	49	173 732	21 906	135 369	-	1 554 899
Géophysique	700	-	-	10 682	-	-	-	11 382
Service de premiers soins	79 492	-	-	1 140	-	-	-	80 633
Laboratoires et analyses	277 356	14 542	29 205	156	8 496	15 643	-	345 401
Frais de déplacement et d'hébergement	731 304	-	-	201 598	-	39	-	932 942
Frais de gestion	812 563	15 668	36 486	133 880	5 253	26 701	-	1 030 555
Fournitures et location d'équipement	255 094	-	1 950	-	-	-	-	257 044
Équipements mobiles et entretiens	29 897	-	-	4 369	-	-	-	34 266
Frais généraux d'exploration	30 995	-	3 350	13 453	-	430	-	48 229
Environnement	-	-	-	-	-	-	-	-
Amortissement des immobilisations corporelles	121 436	-	-	15 265	-	-	-	136 702
	9 698 840	180 557	441 771	1 589 980	77 632	295 683	3 202	12 287 668
Crédit de droits miniers et autres crédits d'exploration	(4 435 042)	(69 966)	(200 501)	(722 587)	(35 504)	(135 223)	(1 345)	(5 600 168)
Augmentation nette	5 263 798	110 591	241 270	867 393	42 128	160 460	1 857	6 687 500
Solde à la fin de la période	17 447 624	456 856	510 012	936 919	191 562	160 460	334 210	20 037 646

RESSOURCES STRATECO INC.

Rapport de gestion intermédiaire 30 juin 2009

Information financière sélectionnée et résultats d'exploitation

	Périodes de trois mois terminées les 30 juin		Périodes de six mois terminées les 30 juin	
	2009	2008	2009	2008
	\$	\$	\$	\$
Produits - Intérêts	12 046	96 032	43 402	270 550
Dépenses				
. Frais généraux et d'administration	297 266	367 378	681 013	763 494
. Rémunération à base d'actions	237 393	743 659	404 112	834 919
. Perte non réalisée (gain) sur placement	(10 000)	(20 000)	(20 000)	180 000
Économie d'impôts futurs	276 000	208 000	327 000	300 000
Perte nette	(236 613)	(787 005)	(694 723)	(1 207 863)
Perte nette de base et diluée par action	-	(0,01)	-	(0,01)

Les revenus d'intérêts en 2009 sont inférieurs à ceux de 2008 à la suite d'une combinaison de taux d'intérêt inférieurs obtenus ainsi que des niveaux de trésorerie inférieurs investis. Ainsi au 30 juin 2009, la Société avait un dépôt à terme de 6 001 479 \$ avec un taux d'intérêt de 0.6 % alors qu'en juin 2008, nous avions 11 520 208 \$ de dépôts à terme avec des taux d'intérêt entre 2.81 % et 2.95 %.

Conformément à sa politique, la Société octroie une fois par année des options lors du conseil d'administration qui suit l'assemblée annuelle. Le 9 juin 2009, la Société a octroyé 1 063 500 options d'achat d'actions (1 106 000 pour la période terminée le 30 juin 2008) exerçables à 1 \$ l'action pour 5 ans à des administrateurs, dirigeants, consultants et employés de fournisseurs de la Société. La période d'acquisition est immédiate pour 963 500 options et en 3 tranches sur 18 mois pour 100 000 options. La juste valeur des options octroyées a été déterminée au moyen du modèle Black-Scholes. La juste valeur par option octroyée est de 0,41 \$ par option (la valeur pondérée était de 0,826 \$ au 30 juin 2008). Au 30 juin 2009, une rémunération à base d'actions pour les droits acquis de 404 112 \$ (834 919 \$ au 30 juin 2008) a été constatée dans les résultats et un montant de 169 945 \$ a été capitalisé dans les frais reportés.

Les dépenses en frais généraux et d'administration sont restées essentiellement au même niveau sauf pour les dépenses en relation avec les investisseurs qui ont diminué de 228 554 \$ à 161 888 \$ à la suite d'une réduction des activités.

Le 14 janvier 2008, la Société a acquis 1 000 000 unités de Pacific Bay Minerals Limited («Pacific Bay») au prix de 0,30 \$ l'unité pour 300 000 \$. Au 30 juin 2008, la valeur du placement diminuait à 120 000 \$ puis à 35 000 \$ au 31 décembre 2008. Au 30 juin 2009, la valeur du placement est de 55 000 \$.

Politique sur les dividendes

Depuis sa constitution en société, la Société n'a jamais versé de dividendes en espèces sur ses actions ordinaires en circulation. Tout paiement de dividendes dépendra des besoins financiers de la Société pour ses programmes d'exploration, de son niveau de croissance future ainsi que de tout autre facteur que le conseil d'administration jugera nécessaire de considérer dans les circonstances. Il est peu probable que des dividendes soient versés dans un futur proche.

Situation de trésorerie et financement

Le fonds de roulement de la Société était de 15 147 737 \$ au 30 juin 2009. Au cours de la période, la Société a encaissé la somme de 7 564 478 \$ provenant de crédits d'impôt relatifs aux ressources.

La Société n'a aucune dette à long terme et aucun placement investi dans du papier commercial adossé à des actifs.

RESSOURCES STRATECO INC.

Rapport de gestion intermédiaire

30 juin 2009

Les activités d'investissement de la Société comprennent principalement les coûts liés à l'augmentation des travaux d'exploration et l'ajout de propriétés minières. La Société a droit à un crédit d'impôt remboursable relatif aux ressources pour des dépenses admissibles pouvant atteindre 38,75 % et un crédit de droits remboursables pour pertes de 12 % sur les dépenses admissibles engagées.

Du montant de 15,1 M\$ en fonds de roulement dont disposait la Société au 30 juin 2009, environ 900 000 \$ sera utilisé pour couvrir les dépenses générales et administratives et approximativement 7,2 M \$ de ces fonds seront utilisés à la continuité des programmes d'exploration planifiés jusqu'à la fin de l'année 2009.

Données trimestrielles

Le tableau suivant présente l'information financière choisie pour les huit derniers trimestres.

	30-06- 2009	31-03- 2009	31-12- 2008	30-09- 2008	30-06- 2008	31-03- 2008	31-12- 2007	30-09- 2007
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Revenus totaux	12 046	31 356	90 537	85 241	96 032	174 518	218 021	232 777
Profit net (perte)	(236 613)	(458 110)	(374 461)	(360 225)	(787 005)	(420 858)	1 525 034	(106 270)
Profit net (perte) de base et diluée par action	-	-	-	-	(0,01)	-	0,01	(0,02)

Arrangement hors bilan

La Société n'a aucun arrangement hors bilan.

Opérations entre apparentés

La Société a continué avec BBH Géo-Management inc. (« BBH »), une entente de services de trois ans, datée du 1^{er} août 2008, aux termes de laquelle BBH assume la gestion des travaux d'exploration devant être poursuivis par la Société. BBH est apparenté avec la Société, car :

- Guy Hébert, président et administrateur de BBH, est président et un administrateur de la Société ;
- Jean Pierre Lachance, dirigeant de BBH, est aussi dirigeant et un administrateur de la Société.

Les frais et les coûts qui sont facturés à la Société par BBH couvrent notamment les services suivants :

- utilisation des locaux et des équipements de BBH pour un montant mensuel de 5 200 \$;
- des frais de gestion de 5 % sur tous les frais liés à des programmes d'exploration ou de développement et d'achats reliés à la propriété Matoush ;
- des frais de gestion de 10 % pour tous les frais liés à des programmes d'exploration ou de développement sur les autres propriétés : Eclat, Pacific Bay-Matoush, Mistassini, Apple et éventuellement sur les autres propriétés et des frais de gestion de 5 % sur les achats liés aux projets d'exploration ou les conventions d'options sur les propriétés Eclat, Pacific Bay-Matoush, Mistassini, Apple et éventuellement sur les autres propriétés ;
- gestion, administration, comptabilité et services juridiques ;
- services de consultation, y compris dans le domaine géologique ;
- relations avec les investisseurs et les autorités de réglementation ;
- recherche de financement.

RESSOURCES STRATECO INC.

Rapport de gestion intermédiaire

30 juin 2009

Le conseil d'administration de la Société a approuvé l'entente de services avec BBH en l'absence de Guy Hébert. Les honoraires versés au personnel de BBH sont équivalents à la rémunération qui serait autrement payée par la Société à une tierce partie non apparentée dans l'industrie.

La Société a effectué les opérations suivantes auprès de BBH :

	30 juin 2009	30 juin 2008
	\$	\$
Dépenses capitalisées à l'état des frais reportés		
Frais d'experts-conseils et sous-traitants ⁽¹⁾	1 495 000	1 193 000
Frais de gestion ⁽²⁾	396 000	1 031 000
Frais généraux et d'administration à l'état des résultats		
Honoraires professionnels	204 000	198 000
Frais légaux	60 000	44 000
Relations avec les investisseurs	74 000	84 000
Loyer	31 000	19 000
Frais de gestion comptabilisés aux immobilisations corporelles	11 000	-

⁽¹⁾ Augmentation des frais d'experts-conseils et sous-traitants est principalement attribuable à l'augmentation du nombre d'experts-conseils. La Société comptait 39 experts-conseils pendant la période se terminant le 30 juin 2009 comparativement à 18 à la même période en 2008.

⁽²⁾ Diminution de frais de gestion passant de 10 % en 2007 à 5 % en date du 1^{er} août 2008 sur la propriété Matoush.

De plus, la Société effectue les opérations entre apparentés suivantes :

- Pauline Comtois, CGA, chef de la direction des finances et trésorière en poste jusqu'au 9 juin 2009, a facturé des honoraires de comptabilité de 7 000 \$ (12 000 \$ pour la même période en 2008) inclus dans les honoraires professionnels ;
- Me Henri Lanctôt, secrétaire et administrateur, est aussi un associé d'une société en responsabilité limitée, qui a facturé des honoraires professionnels légaux de 5 000 \$ (11 000 \$ pour la même période en 2008) inclus dans les frais légaux et de vérification.

Au 30 juin 2009, les créiteurs et les charges à payer comprennent un montant de 469 000 \$ (343 000 \$ au 30 juin 2008) à payer aux apparentés. Ces opérations ont eu lieu dans le cours normal des activités et ont été mesurées à la valeur d'échange qui représente le montant de la contrepartie établie et acceptée par les parties apparentées. Les conditions de paiements sont les mêmes que pour les autres fournisseurs de la Société sauf pour BBH dont les factures sont payables sur réception.

Résumé des principales conventions comptables

Le résumé des principales conventions comptables figure dans le rapport de gestion annuel accompagnant les états financiers annuels vérifiés de Ressources Strateco inc. au 31 décembre 2008. Les conventions comptables, pour la période de six mois terminée le 30 juin 2009, sont conformes à celles utilisées dans les états financiers annuels vérifiés de Ressources Strateco inc., à l'exception des nouvelles normes décrites à la note 3 des états financiers intermédiaires au 30 juin 2009.

RESSOURCES STRATECO INC.

Rapport de gestion intermédiaire

30 juin 2009

Modifications comptables

Regroupement d'entreprises et part des actionnaires sans contrôle

Dans le cadre des activités visant à aligner les PCGR du Canada sur les IFRS de l'IASB, les anciennes recommandations concernant les regroupements d'entreprises et la consolidation des états financiers seront remplacées par de nouvelles recommandations sur les regroupements d'entreprises (chapitre 1582 du Manuel de l'ICCA), sur les consolidations (chapitre 1601 du Manuel de l'ICCA) et sur la part des actionnaires sans contrôle (chapitre 1602 du Manuel de l'ICCA).

Dans l'ensemble, les nouvelles recommandations entraînent l'évaluation des acquisitions d'entreprises à la juste valeur des entités acquises ainsi que le passage, de manière prospective, de l'approche de l'entité consolidante pour la théorie de consolidation (l'entité consolidante comptabilisant les valeurs comptables attribuables à la part des actionnaires sans contrôle) à l'approche de l'entité économique (l'entité consolidante comptabilisant les justes valeurs attribuables à la part des actionnaires sans contrôle). Les sociétés peuvent, en vertu des nouveaux PCGR du Canada et des IFRS de l'IASB, choisir de comptabiliser ou non la juste valeur de l'écart d'acquisition attribuable à la part des actionnaires sans contrôle, relativement à chaque acquisition.

Au 30 juin 2009, la Société a décidé de retarder l'adoption de ces recommandations au 1^{er} janvier 2011 (tel que permis par le Manuel de l'ICCA) et ainsi, elle annule l'adoption anticipée qu'elle avait annoncée dans ses états financiers du 31 mars 2009.

CPN 173 : Risque de crédit et juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers

Le 20 janvier 2009, l'ICCA a publié l'abrégé CPN 173 qui établit que le risque de crédit propre à l'entité et le risque de crédit de la contrepartie doivent être pris en compte dans la détermination de la juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers, y compris les instruments dérivés. L'application de cette norme n'a pas eu d'incidence importante sur les états financiers de la Société.

CPN 174 : frais d'exploration minière

Le 27 mars 2009, l'ICCA a publié l'abrégé CPN 174 afin de fournir des indications supplémentaires aux entreprises d'exploration minière sur les circonstances où il est nécessaire d'effectuer un test de dépréciation. Ce CPN a été appliqué au cours de l'exercice. L'application de cette norme n'a pas eu d'incidence importante sur les états financiers de la Société.

D'autres nouvelles normes ont été publiées, mais elles ne devraient pas avoir d'impact significatif sur les états financiers de la Société.

Convergence IFRS

En avril 2008, l'ICCA a publié un exposé-sondage qui exige la transition aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS ») à titre de lignes directrices en vue du remplacement des PCGR du Canada tels qu'ils sont actuellement employés par les entités canadiennes ayant une obligation publique de rendre des comptes. La transition aura lieu au plus tard pour les exercices débutant à compter du 1er janvier 2011. Par conséquent, la société prévoit que les états financiers intermédiaires pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2011 et les états financiers annuels pour l'exercice terminé le 31 décembre 2011 seront les premiers qu'elle présentera conformément aux IFRS. Les IFRS reposent sur un cadre conceptuel semblable à celui des PCGR du Canada, mais il y a d'importantes différences quant aux exigences en matière de comptabilisation, d'évaluation, de présentation et d'information à fournir.

Équipe:

L'équipe de convergence de la Société sera composée du chef de la direction des finances qui est comptable agréée ainsi que de la directrice des services comptables. Le président ainsi que le comité de vérification seront informés des progrès accomplis tout au long du processus.

RESSOURCES STRATECO INC.

Rapport de gestion intermédiaire

30 juin 2009

Formation:

À l'automne 2008, le chef de la direction des finances actuel a participé à une formation de 3 jours donnée par l'équipe IFRS d'un bureau de comptables agréés. L'objectif de cette formation était de comparer les PCGR canadiens avec les IFRS. Au printemps 2009, la CFO a participé à 3 autres jours de formation donnés par l'ordre des comptables agréés sur des sujets plus spécifiques tels que les immobilisations corporelles, les regroupements d'entreprises, les instruments financiers et les provision et passifs éventuels. Étant donné que les IFRS sont appelés à changer d'ici 2011, tous les changements qui pourraient affecter la Société devront être surveillés.

Conventions comptables affectées:

L'analyse détaillée des conventions comptables affectées par la convergence IFRS devrait être complétée tout au long de l'année 2009. En général, beaucoup d'efforts devront être mis sur la présentation des états financiers puisque les IFRS demandent plus de divulgations.

La liste qui suit répertorie les principaux domaines où les modifications de conventions comptables devraient avoir une incidence sur les états financiers de la Société. Cette liste ne devrait pas être considérée comme une liste exhaustive des modifications qui découleront de la conversion aux IFRS. Elle vise à mettre en relief les domaines que la Société juge les plus importants ; toutefois, l'analyse des modifications n'est pas terminée et le choix de conventions comptables en vertu des IFRS, le cas échéant, n'a pas été arrêté. Les organismes de réglementation qui promulguent les PCGR du Canada et les IFRS mènent d'importants projets sur une base continue, lesquels pourraient avoir une incidence sur les différences finales entre les PCGR du Canada et les IFRS, et sur leurs répercussions sur les états financiers de la Société au cours des années à venir. La liste qui suit porte sur les normes qui existent en fonction des actuels PCGR du Canada et IFRS. Pour le moment, la Société n'est toutefois pas en mesure de quantifier de façon fiable l'incidence prévue de ces différences sur ses états financiers. Les normes sont les suivantes:

Adoption initiale (IFRS 1)

L'IFRS 1 donne des directives sur l'approche générale à prendre lorsque les IFRS sont adoptés pour la première fois. Le principe fondamental de l'IFRS 1 est l'application rétrospective des IFRS valides à la date de l'adoption initiale. IFRS 1 réalise qu'une pleine application rétrospective peut ne pas être possible ou appropriée dans toutes les situations et prescrit:

- des exemptions à certains aspects spécifiques de certains IFRS dans la préparation du bilan d'ouverture ; et
- des exemptions obligatoires dans l'application rétrospective de certains IFRS.

De plus, afin de s'assurer que les états financiers contiennent de l'information de haute qualité qui est transparente aux utilisateurs, IFRS 1 contient des obligations de divulgation pour mettre en évidence les changements faits aux états financiers suite à la convergence IFRS.

Dépréciation (IAS 36)

IFRS requiert un test de dépréciation en une étape (le test de dépréciation est fait en utilisant les flux de trésorerie actualisés) plutôt que celui en deux étapes selon les PCGR canadiens (qui utilise les flux de trésorerie non actualisés comme indicateur pour identifier une dépréciation potentielle).

IFRS requiert le renversement des pertes de dépréciation (sauf pour l'achalandage) là où les conditions adverses présentes antérieurement ont changé ; ceci n'est pas permis selon les PCGR canadien.

Le test de dépréciation devrait être fait au niveau de l'actif pour les actifs à long terme ou les actifs incorporels. Là où les valeurs recouvrables ne peuvent être estimées au niveau de l'actif individuel, elles doivent être estimées au niveau de l'unité génératrice de trésoreries (« UGT »).

Paiement fondé sur des actions (IFRS 2)

IFRS requiert que les extinctions prévues soient prises en compte dans la comptabilisation du coût de rémunération à base d'actions lors de l'octroi plutôt que de reconnaître les extinctions lorsqu'elles surviennent.

RESSOURCES STRATECO INC.

Rapport de gestion intermédiaire

30 juin 2009

Lorsque l'acquisition est graduelle, IFRS requiert que chaque tranche de l'octroi soit évaluée et comptabilisée séparément, car chaque tranche a une période d'acquisition différente et ainsi la juste valeur de chacune d'elle sera différente.

Actifs miniers, exploration et évaluation des coûts (IFRS 6)

Selon IFRS, la Société a l'obligation de développer une convention comptable afin d'identifier spécifiquement et invariablement quelles dépenses d'activités d'exploration et d'évaluation seront comptabilisées comme actifs. Contrairement aux IFRS, les PCGR canadiens indiquent que les coûts d'exploration peuvent être initialement capitalisés si la Société considère que ces coûts ont les mêmes caractéristiques que des immobilisations corporelles.

Les actifs d'exploration et d'évaluation doivent être classés comme corporels ou incorporels selon la nature des actifs acquis.

Immobilisations (IAS 16, IFRIC 1)

Selon IFRS, la Société peut choisir le modèle du coût ou de la réévaluation. Les PCGR canadiens comptabilisent les immobilisations selon le modèle du coût. La Société ne choisira pas le modèle de la réévaluation du aux difficultés et aux efforts nécessaires afin de déterminer la juste valeur.

Selon IFRS, chaque composante ou partie d'une immobilisation dont le coût est significatif par rapport au coût total de cette immobilisation doit être amortie séparément. On retrouve une exigence semblable au Canada cependant les PCGR canadiens précisent que la ventilation est réalisée lorsqu'il est raisonnablement possible de le faire, et conséquemment la pratique courante consiste à ne pas mettre en œuvre la ventilation des composantes importantes. IFRS peut faire en sorte que plus de détails seront nécessaires pour maintenir le sous registre des immobilisations. IFRS exige que la méthode d'amortissement et la durée de vie de l'immobilisation soient revues annuellement. Les PCGR ont la même exigence, mais sur une base périodique.

Systèmes d'information:

Le processus comptable de la Société est simple puisqu'elle est une compagnie au stade d'exploration. La Société devrait être en mesure d'opérer ses systèmes comptables sous les IFRS puisqu'aucun défi important n'est entrevu. Cependant, certains tableurs Excel devront être adaptés afin de supporter les changements nécessaires suite à la convergence.

La Société doit encore établir si de l'information historique devra être régénérée afin d'être conforme aux choix qui auront été faits en vertu d'IFRS 1.

Étant donné que la Société va faire sa comptabilité selon les PCGR canadiens en 2010, il n'a pas encore été déterminé comment l'information sera générée en parallèle selon les IFRS pour qu'en 2011, les comparables soient disponibles. Une fois que l'étendue des ajustements de conversion sera connue, des processus seront mis en place en janvier 2010 afin de générer la double comptabilité.

Contrôles internes:

Les dirigeants signataires de la Société ont la responsabilité de s'assurer qu'il existe des processus leur permettant d'avoir les connaissances nécessaires à l'appui des déclarations faites dans les attestations, plus spécifiquement que les documents déposés sur SEDAR sont fiables. Les dirigeants vont s'assurer qu'une fois le processus de convergence complété, ils pourront encore signer leur attestation.

Impact sur les activités commerciales:

Les processus d'affaires de la Société sont simples et aucun défi important n'est prévu pour opérer selon les IFRS. La Société n'a pas de transactions en monnaies étrangères, elle n'a pas de dette ni d'obligation de capital. La Société ne prévoit pas que les IFRS vont changer ces processus lorsqu'elle complète des placements privés accreditifs. La Société n'a pas de plan de rémunération qui sera affecté par les IFRS. Le régime d'options d'achat d'actions n'est pas affecté par des rations ou objectifs financiers.

RESSOURCES STRATECO INC.

Rapport de gestion intermédiaire

30 juin 2009

Les processus d'affaires seront mis sous surveillance durant 2009 afin de détecter des impacts non identifiés lors de notre diagnostic initial.

Information sur les actions en circulation

	Au 5 août 2009
	Nombre
Actions ordinaires	119 266 432
Options d'achat d'actions	4 341 000
Bons de souscription	-
	123 607 432

Instruments financiers

Risque lié aux taux d'intérêt

Une partie des trésoreries et équivalents de trésorerie porte intérêt à taux fixe et expose donc la Société au risque de variation de juste valeur découlant des fluctuations des taux d'intérêt. Des taux d'intérêt plus élevés de 1 % auraient diminué la juste valeur de ceux-ci de 2 500 \$ au 30 juin 2009. Les autres actifs et passifs financiers ne portent pas d'intérêt et donc n'exposent pas la Société à des risques liés aux taux d'intérêt.

Risque de marché

La Société est exposée à la fluctuation des cours du prix de l'uranium du fait que celui-ci influence la rentabilité potentielle des propriétés minières détenues par la Société et a donc un impact sur son plan d'exploration et sur la décision éventuelle d'aller ou non en production.

De plus, le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie des instruments financiers de la Société fluctuent de façon importante suite aux changements des prix du marché. La Société est assujettie au risque de marché en transigeant sur son investissement dans Pacific Bay, un émetteur émergent œuvrant dans le domaine de l'exploration minière. Au 30 juin 2009, une baisse de 10 % de la valeur à la bourse aurait augmenté la perte après impôt d'environ 5 500 \$. La juste valeur de l'investissement dans Pacific Bay est basée sur le dernier cours acheteur à la fin de période.

Risque de crédit

Les instruments financiers qui exposent la Société au risque du marché et à des concentrations de risque de crédit comprennent la trésorerie et équivalents de trésorerie, créances, les dépôts pour travaux d'exploration ainsi que les créditeurs et charges à payer. La Société place une partie de sa trésorerie et équivalents de trésorerie dans des certificats de placement garantis par et détenus chez une banque à charte canadienne. Concernant les créances, la Société ne dispose d'aucune garantie, mais elle atténue le risque de crédit en ne transigeant qu'avec un groupe diversifié de partenaires ayant des situations financières saines et, conséquemment, n'anticipe aucune perte.

Risque de liquidité

La Société gère son risque de liquidité par l'utilisation de budgets permettant de déterminer les fonds nécessaires pour faire face à ses projets d'exploration. La Société s'assure aussi que le fonds de roulement disponible est suffisant pour faire face à ses obligations courantes.

Au 30 juin 2009, la Société possède de la trésorerie et de l'équivalent de trésorerie de 9 121 038 \$ (10 699 376 \$ au 31 décembre 2008) pour faire face à son passif à court terme de 1 848 928 \$ (1 396 939 \$ au 31 décembre 2008). La Société a un engagement en vertu d'un contrat de location de 234 000 \$ pour un campement sur le projet Matoush, échéant le 1^{er} janvier 2010.

Étant donné le solde de liquidité disponible pour la Société et l'échéance de paiement de ses obligations contractuelles, la direction de la Société estime que le risque de liquidité de la Société est faible.

RESSOURCES STRATECO INC.

Rapport de gestion intermédiaire

30 juin 2009

Juste valeur

La juste valeur des débiteurs et des créditeurs et charges à payer se rapproche de leur valeur comptable en raison de leur échéance rapprochée.

Risques et incertitudes

Les facteurs de risques sont détaillés dans le rapport de gestion inclus dans le rapport annuel pour l'exercice terminé au 31 décembre 2008.

Efficacité des contrôles et des procédures de communication de l'information

Le président et chef de la direction ainsi que le chef des finances ont conçu ou fait concevoir, sous leur supervision, des contrôles et des procédures de communication de l'information afin d'avoir l'assurance raisonnable que l'information importante relative à la Société leur soit communiquée, en particulier pendant la période où les documents intermédiaires et annuels sont établis. Ils ont aussi conçu ou fait concevoir des contrôles internes de l'information financière afin d'avoir l'assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers sont établis en vue de la publication de l'information financière, conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada.

L'évaluation de l'efficacité des contrôles et des procédures de communication de l'information a été effectuée au 31 décembre 2008 par les dirigeants de la Société et sous leur supervision, en l'occurrence le président et chef de la direction ainsi que le chef des finances. Selon cette évaluation, ceux-ci ont conclu que la conception et l'application de ces contrôles et procédures de présentation de l'information étaient efficaces et fournissaient une assurance raisonnable que l'information importante relative à la Société leur serait communiquée en temps opportun par les autres membres du personnel de la Société.

Évaluation du contrôle interne à l'égard de l'information financière

La direction maintient un système de contrôle interne à l'égard de l'information financière qui lui fournit l'assurance raisonnable que les actifs sont protégés de toute perte ou d'un usage non autorisé et que l'information financière est fiable et disponible en temps opportun.

Il n'est survenu aucun changement concernant le contrôle interne à l'égard de l'information financière au cours de la période terminée le 30 juin 2009 qui a eu ou dont on peut raisonnablement penser qu'il aura une incidence importante sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société (« CIIF »).

Information additionnelle et divulgation continue

Ce rapport de gestion a été préparé le 5 août 2009 et est conforme au *Règlement 51-102* des Autorités canadiennes en valeurs mobilières relatif à l'information continue. Ce présent rapport de gestion vise à aider le lecteur à comprendre et à évaluer les tendances et les changements d'importance liés aux résultats et à la situation financière de la Société. Il présente le point de vue de la direction sur les activités courantes de la Société et sur ses résultats financiers courants et passés ainsi qu'un aperçu des activités à venir au cours des prochains mois. La Société divulgue régulièrement de l'information additionnelle par le dépôt de communiqués de presse et autres rapports sur les sites internet de la Société (www.stratecoinc.com), de SEDAR (www.sedar.com) et EDGAR à www.sec.gov/edgar.shtml.

(s) *Guy Hébert*

Guy Hébert
Président et chef de la direction

(s) *Ingrid Martin*

Ingrid Martin
Chef de la direction des finances

RESSOURCES STRATECO INC.
BILANS

	30 juin 2009	31 décembre 2008
	(non vérifié)	(vérifié)
	\$	\$
ACTIF		
ACTIF À COURT TERME		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	9 121 038	10 699 376
Débiteurs	2 633	-
Crédits d'impôt à recevoir (note 5)	7 121 204	10 278 825
Taxes de vente à recouvrer	471 578	515 386
Dépôts pour travaux d'exploration	150 000	150 000
Frais payés d'avance	130 212	132 676
	16 996 665	21 776 263
PLACEMENT (note 6)	55 000	35 000
PROPRIÉTÉS MINIÈRES (note 7)	10 667 154	10 571 154
FRAIS REPORTÉS (note 8)	31 081 056	26 469 637
IMMOBILISATIONS CORPORELLES (note 9)	966 038	909 536
	59 765 913	59 761 590
PASSIF		
PASSIF À COURT TERME		
Créditeurs et charges à payer	1 848 928	1 396 939
IMPÔTS FUTURS	1 623 000	2 736 000
	3 471 928	4 132 939
CAPITAUX PROPRES		
Capital-actions (note 10)	56 365 592	55 579 592
Surplus d'apport (note 12)	9 403 250	8 829 193
Déficit	(9 474 857)	(8 780 134)
	56 293 985	55 628 651
	59 765 913	59 761 590

Voir les notes afférentes aux états financiers.

RESSOURCES STRATECO INC.
ÉTATS DES RÉSULTATS, DES RÉSULTATS ÉTENDUS ET DU DÉFICIT
(non vérifiés)

	Périodes de trois mois terminées les 30 juin		Périodes de six mois terminées les 30 juin	
	2009	2008	2009	2008
	\$	\$	\$	\$
REVENUS				
Revenus d'intérêts	12 046	96 032	43 402	270 550
DÉPENSES				
Honoraires professionnels	106 350	100 686	230 114	215 917
Frais légaux et de vérification	47 273	32 168	89 360	64 494
Rémunération à base d'actions	237 393	743 659	404 112	834 919
Jetons de présence	9 000	5 500	14 400	10 900
Information aux actionnaires	18 619	52 483	34 881	62 265
Relations avec les investisseurs	53 199	101 983	161 888	228 554
Frais réglementaires	3 178	4 828	36 483	48 804
Frais de déplacement et d'hébergement	6 173	12 520	11 180	22 832
Loyer	16 015	9 960	31 975	19 920
Assurances	4 484	19 361	8 968	38 723
Frais de bureau	23 373	25 774	43 655	46 194
Taxes et permis	4 840	1 258	5 375	1 258
Impôt de la partie XII.6	-	-	3 243	3 633
Intérêts et frais de banque	537	857	1 043	-
Amortissement des immobilisations corporelles	4 225	-	8 448	-
Perte (gain) non réalisé sur variation de la juste valeur du placement	(10 000)	(20 000)	(20 000)	180 000
	524 659	1 091 037	1 065 125	1 778 413
Perte avant impôts sur le bénéfice	(512 613)	(995 005)	(1 021 723)	(1 507 863)
Économie d'impôts futurs	276 000	208 000	327 000	300 000
PERTE NETTE ET RÉSULTATS ÉTENDUS	(236 613)	(787 005)	(694 723)	(1 207 863)
Déficit au début de la période	(9 238 244)	(7 258 443)	(8 780 134)	(6 837 585)
Déficit à la fin de la période	(9 474 857)	(8 045 448)	(9 474 857)	(8 045 448)
PERTE NETTE PAR ACTION DE BASE ET DILUÉE PAR ACTION	(0,002)	(0,007)	(0,006)	(0,011)
NOMBRE MOYEN PONDÉRÉ D' ACTIONS ORDINAIRES EN CIRCULATION (en milliers)	119 266	114 945	119 266	114 803

Voir les notes afférentes aux états financiers.

RESSOURCES STRATECO INC.
ÉTATS DES FLUX DE TRÉSORERIE
(non vérifiés)

	Périodes de trois mois terminées les 30 juin		Périodes de six mois terminées les 30 juin	
	2009	2008	2009	2008
	\$	\$	\$	\$
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION				
Perte nette pour la période	(236 613)	(787 005)	(694 723)	(1 207 863)
Éléments sans effet sur la trésorerie :				
Rémunération à base d'actions	237 393	743 659	404 112	834 919
(Gain) perte non réalisé sur variation de la juste valeur du placement	(10 000)	(20 000)	(20 000)	180 000
Amortissement des immobilisations corporelles	4 225	-	8 448	-
Impôts futurs	(276 000)	(208 000)	(327 000)	(300 000)
	(280 995)	(271 346)	(629 163)	(492 944)
Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement				
Débiteurs	85 127	10 732	(2 633)	-
Souscriptions à recevoir	-	-	-	55 200
Taxes de vente à recouvrer	186 268	390 967	43 808	(20 948)
Dépôts pour travaux d'exploration	-	41 826	-	206 857
Frais payés d'avance	(19 456)	(4 258)	2 464	10 103
Créditeurs et charges à payer	(2 218 916)	(2 960 588)	41 133	983 965
	(1 966 977)	(2 521 321)	84 772	1 235 177
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	(2 247 972)	(2 792 667)	(544 391)	742 233
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT				
Acquisition du placement en actions	-	-	-	(300 000)
Acquisition de propriétés minières	(96 000)	(20 000)	(96 000)	(20 000)
Augmentation des frais reportés	(2 816 408)	(5 295 381)	(8 246 611)	(12 150 966)
Crédits d'impôt encaissés	7 276 418	7 200 403	7 564 478	7 200 403
Acquisition d'immobilisations corporelles	(122 537)	(38 022)	(255 814)	(578 722)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	4 241 473	1 847 000	(1 033 947)	(5 849 285)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT				
Émission de capital-actions et de bons de souscription	-	-	-	188 200
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	-	-	-	188 200
VARIATION NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE				
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	1 993 501	(945 667)	(1 578 338)	(4 918 852)
	7 127 537	15 012 911	10 699 376	18 986 096
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN DE LA PÉRIODE	9 121 038	14 067 244	9 121 038	14 067 244

Informations supplémentaires sur le flux de trésorerie (note 16)

Voir les notes afférentes aux états financiers.

RESSOURCES STRATECO INC.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

Pour la période terminée au 30 juin 2009
(non vérifiées)

1. STATUT, NATURE DES ACTIVITÉS ET CONTINUITÉ DE L'EXPLOITATION

La Société, constituée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*, se spécialise dans l'acquisition et dans l'exploration de propriétés minières. Elle n'a pas encore déterminé si les propriétés minières renferment des réserves de minerai pouvant être exploitées économiquement. La récupération du coût des propriétés minières dépend de la capacité de la Société d'exploiter économiquement les réserves de minerai, de l'obtention du financement nécessaire pour poursuivre l'exploration et le développement de ses biens et de la mise en production commerciale ou du produit de la disposition des biens.

Pour la période terminée le 30 juin 2009, la Société a enregistré une perte de 694 723 \$ (une perte de 1 207 863 \$ pour la période terminée le 30 juin 2008). Outre les besoins habituels de fonds de roulement, la Société doit obtenir les fonds qui lui permettront de respecter ses engagements en vigueur au titre des programmes d'exploration et d'aménagement et de payer ses frais généraux et ses frais d'administration.

La direction cherche périodiquement à obtenir du financement sous forme d'émission de titres de participation afin de poursuivre ses activités et malgré le fait qu'elle ait réussi dans le passé, il n'y a aucune garantie de réussite pour l'avenir. Si la direction ne parvenait pas à obtenir de nouveaux fonds, la Société pourrait alors être dans l'incapacité de poursuivre ses activités, et les montants réalisés à titre d'actifs pourraient être moins élevés que les montants inscrits dans les présents états financiers.

Bien que la direction ait pris des mesures pour vérifier le droit de propriété concernant les propriétés minières dans lesquels la Société détient une participation conformément aux normes de l'industrie visant la phase courante d'exploration de ces biens, ces procédures ne garantissent pas le titre de propriété à la Société. Le titre de propriété peut être assujéti à des accords antérieurs non reconnus et ne pas être conforme aux exigences en matière de réglementation.

Les états financiers ci-joints ont été établis selon l'hypothèse de la continuité de l'exploitation, où les actifs sont réalisés et les passifs acquittés dans le cours normal des activités et ne tiennent pas compte des ajustements qui devraient être effectués à la valeur comptable des actifs et des passifs, aux montants présentés au titre des produits et des charges et au classement des postes du bilan si l'hypothèse de la continuité de l'exploitation n'était pas fondée. Ces ajustements pourraient être importants.

2. MODE DE PRÉSENTATION

Les présents états financiers intermédiaires non vérifiés de la Société ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada. À moins d'indication contraire, tous les montants sont en dollars canadiens. Ils présentent la situation financière, les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie de la Société. Les conventions comptables qui ont été utilisées dans le dernier rapport annuel s'appliquent également aux états financiers intermédiaires non vérifiés exception faite des modifications décrites à la note 3. Les états financiers intermédiaires non vérifiés ne contiennent pas tous les renseignements et les notes requis selon les principes comptables généralement reconnus du Canada ; il faut donc les lire en parallèle avec les états financiers vérifiés que la Société a présenté dans son rapport annuel pour l'exercice qui a pris fin le 31 décembre 2008.

RESSOURCES STRATECO INC.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

Pour la période terminée au 30 juin 2009
(non vérifiées)

3. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

MODIFICATIONS COMPTABLES

Regroupement d'entreprises et part des actionnaires sans contrôle

Dans le cadre des activités visant à aligner les PCGR du Canada sur les IFRS de l'IASB, les anciennes recommandations concernant les regroupements d'entreprises et la consolidation des états financiers seront remplacées par de nouvelles recommandations sur les regroupements d'entreprises (chapitre 1582 du Manuel de l'ICCA), sur les consolidations (chapitre 1601 du Manuel de l'ICCA) et sur la part des actionnaires sans contrôle (chapitre 1602 du Manuel de l'ICCA).

Dans l'ensemble, les nouvelles recommandations entraînent l'évaluation des acquisitions d'entreprises à la juste valeur des entités acquises ainsi que le passage, de manière prospective, de l'approche de l'entité consolidante pour la théorie de consolidation (l'entité consolidante comptabilisant les valeurs comptables attribuables à la part des actionnaires sans contrôle) à l'approche de l'entité économique (l'entité consolidante comptabilisant les justes valeurs attribuables à la part des actionnaires sans contrôle). Les sociétés peuvent, en vertu des nouveaux PCGR du Canada et des IFRS de l'IASB, choisir de comptabiliser ou non la juste valeur de l'écart d'acquisition attribuable à la part des actionnaires sans contrôle, relativement à chaque acquisition.

Au 30 juin 2009, la Société a décidé de retarder l'adoption de ces recommandations au 1^{er} janvier 2011 (tel que permis par le Manuel de l'ICCA) et ainsi, elle annule l'adoption anticipée qu'elle avait annoncée dans ses états financiers du 31 mars 2009.

CPN 173 : Risque de crédit et juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers

Le 20 janvier 2009, l'ICCA a publié l'abrégé CPN 173 qui établit que le risque de crédit propre à l'entité et le risque de crédit de la contrepartie doivent être pris en compte dans la détermination de la juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers, y compris les instruments dérivés. L'application de cette norme n'a pas eu d'incidence importante sur les états financiers de la Société.

CPN 174 : frais d'exploration minière

Le 27 mars 2009, l'ICCA a publié l'abrégé CPN 174 afin de fournir des indications supplémentaires aux entreprises d'exploration minière sur les circonstances où il est nécessaire d'effectuer un test de dépréciation. Ce CPN a été appliqué au cours de l'exercice. L'application de cette norme n'a pas eu d'incidence importante sur les états financiers de la Société.

D'autres nouvelles normes ont été publiées, mais elles ne devraient pas avoir d'impact significatif sur les états financiers de la Société.

MODIFICATIONS COMPTABLES FUTURES

Harmonisation des normes canadiennes et internationales

En avril 2008, l'ICCA a publié un exposé-sondage qui exige la transition aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS ») à titre de lignes directrices en vue du remplacement des PCGR du Canada tels qu'ils sont actuellement employés par les entités canadiennes ayant une obligation publique de rendre des comptes. La transition aura lieu au plus tard pour les exercices débutant à compter du 1er janvier 2011. Par conséquent, la société prévoit que les états financiers intermédiaires pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2011 et les états financiers annuels pour l'exercice terminé le 31 décembre 2011 seront les premiers qu'elle présentera conformément aux IFRS. Les IFRS reposent sur un cadre conceptuel semblable à celui des PCGR du Canada, mais il y a d'importantes différences quant aux exigences en matière de comptabilisation, d'évaluation, de présentation et d'information à fournir.

RESSOURCES STRATECO INC.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

Pour la période terminée au 30 juin 2009
(non vérifiées)

3. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (Suite)

La liste qui suit répertorie les principaux domaines où les modifications de conventions comptables devraient avoir une incidence sur les états financiers de la Société. Cette liste ne devrait pas être considérée comme une liste exhaustive des modifications qui découleront de la conversion aux IFRS. Elle vise à mettre en relief les domaines que la Société juge les plus importants; toutefois, l'analyse des modifications n'est pas terminée et le choix de conventions comptables en vertu des IFRS, le cas échéant, n'a pas été arrêté. Les organismes de réglementation qui promulguent les PCGR du Canada et les IFRS mènent d'importants projets sur une base continue, lesquels pourraient avoir une incidence sur les différences finales entre les PCGR du Canada et les IFRS, et sur leurs répercussions sur les états financiers de la Société au cours des années à venir. La liste qui suit porte sur les normes qui existent en fonction des actuels PCGR du Canada et IFRS. Pour le moment, la Société n'est toutefois pas en mesure de quantifier de façon fiable l'incidence prévue de ces différences sur ses états financiers. Les normes sont les suivantes:

- a) Immobilisations corporelles (IAS 16) ;
- b) Dépréciation d'actifs (IAS 36) ;
- c) Prospection et évaluation des ressources minérales (IFRS 6) ;
- d) Paiement fondé sur des actions (IFRS 2).

De plus, l'IFRS 1 donne des directives sur l'approche générale à prendre lorsque les IFRS sont adoptés pour la première fois. Le principe fondamental de l'IFRS 1 est l'application rétrospective des IFRS valides à la date de l'adoption initiale. IFRS 1 réalise qu'une pleine application rétrospective peut ne pas être possible ou appropriée dans toutes les situations et prescrit:

- a) Des exemptions à certains aspects spécifiques de certains IFRS dans la préparation du bilan d'ouverture ; et
- b) Des exemptions obligatoires dans l'application rétrospective de certains IFRS.

De plus, afin de s'assurer que les états financiers contiennent de l'information de haute qualité qui est transparente aux utilisateurs, IFRS 1 contient des obligations de divulgation pour mettre en évidence les changements faits aux états financiers suite à la convergence IFRS. La Société analyse les divers choix de conventions comptables et mettra en œuvre celles qu'elle jugera les plus appropriées à sa situation. La Société n'a pas encore déterminé l'incidence financière totale de l'adoption des IFRS 1 sur ses états financiers.

4. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

	30 juin 2009	31 décembre 2008
	\$	\$
Encaisse	3 119 559	331 762
Encaisse réservée à l'exploration	-	852 256
Dépôts à terme – taux de 0,60 % (2,20 % en 2008)	6 001 479	5 515 358
Dépôt à terme réservé à l'exploration – taux de 2,35 %	-	4 000 000
	9 121 038	10 699 376

L'encaisse réservée pour les travaux d'exploration provient de financements accreditifs privés. Conformément aux financements réalisés au 1^{er} octobre 2008, la Société s'est engagée à dépenser 8 000 000 \$ avant le 31 décembre 2009 sur les projets uranifères Matoush et Apple. Au 30 juin 2009, le montant de 8 000 000 \$ avait été dépensé et par conséquent la Société avait rempli son engagement.

Au 30 juin 2009, le dépôt à terme échéant le 15 juillet 2009 avait une valeur nominale de 6 000 000 \$.

RESSOURCES STRATECO INC.
NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

Pour la période terminée au 30 juin 2009
(non vérifiées)

5. CRÉDITS D'IMPÔT À RECEVOIR

	30 juin 2009	31 décembre 2008
	\$	\$
Crédits remboursables de droits miniers du Québec au taux de 12 %		
2006	-	288 060
2007	1 301 199	1 369 765
2008	1 517 447	1 374 668
2009	608 860	-
Crédits d'impôt remboursables relatifs aux ressources au taux de 38,75 %		
2008	483 722	7 246 332
2009	3 209 976	-
	7 121 204	10 278 825

6. PLACEMENT

Le cours de l'action de Pacific Bay Minerals Ltd. (« Pacific Bay ») était de 0,055 \$ au 30 juin 2009 (0,0350 \$ au 31 décembre 2008) conséquemment, la Société a enregistré un gain non réalisé sur variation de la juste valeur du placement de 20 000 \$ depuis le 1^{er} janvier 2009 mais une perte de 245 000 \$ depuis son acquisition le 14 janvier 2008.

7. PROPRIÉTÉS MINIÈRES

	Intérêt	Solde au 31 décembre 2008	Acquisition	Solde au 30 juin 2009
		\$	\$	\$
Matoush	100 %	337 000	-	337 000
Eclat	100 %	1 184 600	96 000	1 280 600
Apple	100 %	8 923 314	-	8 923 314
Pacific Bay-Matoush	Option 60 %	126 240	-	126 240
		10 571 154	96 000	10 667 154

ECLAT:

En juin 2009, la Société a effectué le dernier versement de 96 000 \$ en conformité avec la lettre d'entente intervenue le 6 juillet 2005 avec Vija Ventures Corporation (« Vija »). Ayant rempli toutes ses obligations, la Société détient un intérêt de 100 % sur tous les minéraux, à l'exception des diamants, sur tous les claims de la propriété Eclat, sujet à une redevance de 2 % des produits nets d'affinage en faveur de Vija.

8. FRAIS REPORTÉS

	Solde au 31 décembre 2008	Frais d'exploration 2009	Crédits d'impôt	Solde au 30 juin 2009
	\$	\$	\$	\$
Matoush	23 375 628	7 970 740	(3 964 325)	27 382 043
Matoush Extension	456 320	9 594	(4 423)	461 491
Eclat	669 376	363 079	(166 494)	865 961
Apple	1 252 357	99 593	(14 373)	1 337 577
Pacific Bay-Matoush	422 741	310 268	(142 720)	590 289
Mistassini	293 215	288 250	(137 770)	443 695
	26 469 637	9 041 524	(4 430 105)	31 081 056

RESSOURCES STRATECO INC.
NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

Pour la période terminée au 30 juin 2009
(non vérifiées)

9. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	Coût	Amortissement cumulé	Valeur nette 30 juin 2009	Valeur nette 31 décembre 2008
	\$	\$	\$	\$
Réservoirs	501 265	(315 102)	186 163	167 449
Campement	408 100	(54 413)	353 687	374 092
Matériel roulant	204 774	(144 614)	60 160	94 289
Machinerie	120 764	(97 278)	23 486	43 613
Équipement	246 321	(57 385)	188 936	141 271
Équipement informatique	197 361	(50 247)	147 114	80 941
Améliorations locatives	8 335	(1 843)	6 492	7 881
	1 686 920	(720 882)	966 038	909 536

10. CAPITAL-ACTIONS ET BONS DE SOUSCRIPTION

Les variations du capital-actions de la période sont présentées dans le tableau suivant :

	Six mois terminés le 30 juin 2009	
	Nombre	Montant
		\$
Solde au début de la période	119 266 432	55 579 592
Frais d'émission – impôts futurs	-	786 000
Solde à la fin de la période	119 266 432	56 365 592

Des faits nouveaux ont permis de revoir à la baisse les impôts futurs relatifs à l'émission d'actions accréditives d'octobre 2008.

Les variations des bons de souscription de la période sont présentées dans le tableau suivant :

	Six mois terminés le 30 juin 2009		
	Nombre	Prix de levée moyen pondéré	Juste valeur
		\$	\$
Solde au début de la période	5 387 200	3,40	5 484 880
Expirés	(5 387 200)	3,40	(5 484 880)
Solde à la fin de la période	-	-	-

RESSOURCES STRATECO INC.
NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

Pour la période terminée au 30 juin 2009
(non vérifiées)

11. RÉGIME D'OPTIONS D'ACHATS D' ACTIONS

Les variations des options d'achat d'actions en vertu du régime sont présentées dans le tableau suivant:

	Six mois terminés le 30 juin 2009	
	Nombre	Prix de levée moyen pondéré
		\$
Solde au début de la période	3 314 500	2,20
Octroyées	1 063 500	1,00
Annulées	(37 000)	2,98
Solde à la fin de la période	4 341 000	1,90

Les options d'achat d'actions en circulation ainsi que les options pouvant être levées au 30 juin 2009 sont présentées dans le tableau suivant :

Fourchette des prix de levée	Options en circulations			Options pouvant être exercées	
	Nombre	Durée contractuelle résiduelle moyenne pondérée (année)	Prix de levée moyen pondéré	Nombre	Durée contractuelle résiduelle moyenne pondérée (année)
\$			\$		
0,20 à 0,40	575 000	1,50	0,26	575 000	1,50
1,00	1 063 500	4,94	1,00	963 500	4,94
2,04 à 2,38	1 368 500	3,81	2,06	1 108 500	3,76
2,60 à 2,86	400 000	2,78	2,75	400 000	2,78
3,00 à 3,37	934 000	2,83	3,33	934 000	2,83
	4 341 000	3,48	1,90	3 981 000	3,40

Le 9 juin 2009, la Société a octroyé 1 063 500 options d'achat d'actions exerçables à 1 \$ l'action pour 5 ans à des administrateurs, dirigeants, consultants et employés de fournisseurs de la Société. La période d'acquisition est immédiate pour 963 500 options et en 3 tranches sur 18 mois pour 100 000 options. La juste valeur des options octroyées a été déterminée au moyen du modèle Black-Scholes. La juste valeur par option octroyée est de 0,41 \$ par option. Le prix de l'action de la Société à la date de l'octroi était de 0,86 \$. Les hypothèses suivantes ont été utilisées aux fins de ce calcul :

Taux d'intérêt sans risque	1,89 %
Durée prévue	2 ans
Taux de volatilité prévue	97 %
Taux de dividende prévu	-

Au 30 juin 2009, une rémunération à base d'actions pour les droits acquis de 404 112 \$ a été constatée dans les résultats, 169 945 \$ a été capitalisé dans les frais reportés et le crédit a été enregistré au surplus d'apport.

RESSOURCES STRATECO INC.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

Pour la période terminée au 30 juin 2009
(non vérifiées)

12. SURPLUS D'APPORT

Les opérations sur le surplus d'apport se détaillent comme suit :

	Six mois terminés le 30 juin 2009
	\$
Solde au début de la période	8 829 193
Attributions d'options d'achat d'actions	574 057
Solde à la fin de la période	9 403 250

13. INFORMATION À FOURNIR CONCERNANT LE CAPITAL

En matière de gestion du capital, les objectifs de la Société sont de préserver sa capacité de poursuivre ses activités d'exploration. Le capital de la Société est constitué de capitaux propres pour un montant total de 56 293 985 \$.

La direction révisé régulièrement sa politique en matière de gestion du capital sur la base de la continuité de l'entreprise et elle croit que cette approche est raisonnable compte tenu de la taille de la Société.

Il n'y a pas eu de changement significatif concernant l'approche de politique de gestion du capital au cours de la période terminée le 30 juin 2009. La Société n'a aucune exigence en matière de capital à laquelle elle est soumise en vertu de règles extérieures, exigences réglementaires ou contractuelles, autres que celles reliées aux financements accreditifs.

14. INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DE RISQUE

Risque lié aux taux d'intérêt

Une partie des trésoreries et équivalents de trésorerie porte intérêt à taux fixe et expose donc la Société au risque de variation de juste valeur découlant des fluctuations des taux d'intérêt. Des taux d'intérêt plus élevés de 1 % auraient diminué la juste valeur de ceux-ci de 2 500 \$ au 30 juin 2009. Les autres actifs et passifs financiers ne portent pas d'intérêt et donc n'exposent pas la Société à des risques liés aux taux d'intérêt.

Risque de marché

La Société est exposée à la fluctuation des cours du prix de l'uranium du fait que celui-ci influence la rentabilité potentielle des propriétés minières détenues par la Société et a donc un impact sur son plan d'exploration et sur la décision éventuelle d'aller ou non en production.

De plus le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie des instruments financiers de la Société fluctuent de façon importante suite aux changements des prix du marché. La Société est assujettie au risque de marché en transigeant sur son investissement dans Pacific Bay, un émetteur émergent de la Bourse de croissance TSX œuvrant dans le domaine de l'exploration minière. Au 30 juin 2009, une baisse de 10 % de la valeur à la bourse aurait augmenté la perte après impôt d'environ 5 500 \$. La juste valeur de l'investissement dans Pacific Bay est basée sur le dernier cours acheteur à la fin de période.

Risque de crédit

Les instruments financiers qui exposent la Société au risque du marché et à des concentrations de risque de crédit comprennent la trésorerie et équivalents de trésorerie, créances, les dépôts pour travaux d'exploration ainsi que les créditeurs et charges à payer. La Société place une partie de sa trésorerie et équivalents de trésorerie dans des certificats de placement garantis par et détenus chez une banque à charte canadienne. Concernant les créances, la Société ne dispose d'aucune garantie, mais elle atténue le risque de crédit en ne transigeant qu'avec un groupe diversifié de partenaires ayant des situations financières saines et, conséquemment, n'anticipe aucune perte.

RESSOURCES STRATECO INC.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

Pour la période terminée au 30 juin 2009
(non vérifiées)

14. INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DE RISQUE (Suite)

Risque de liquidité

La Société gère son risque de liquidité par l'utilisation de budgets permettant de déterminer les fonds nécessaires pour faire face à ses projets d'exploration. La Société s'assure aussi que le fonds de roulement disponible est suffisant pour faire face à ses obligations courantes.

Au 30 juin 2009, la Société possède de la trésorerie et de l'équivalent de trésorerie de 9 121 038 \$ (10 699 376 \$ au 31 décembre 2008) pour faire face à son passif à court terme de 1 848 928 \$ (1 396 939 \$ au 31 décembre 2008). La Société a un engagement en vertu d'un contrat de location de 234 000 \$ pour un campement sur le projet Matoush, échéant le 1^{er} janvier 2010.

Étant donné le solde de liquidité disponible pour la Société et l'échéance de paiement de ses obligations contractuelles, la direction de la Société estime que le risque de liquidité de la Société est faible.

Juste valeur

La juste valeur des débiteurs et des créditeurs et charges à payer se rapproche de leur valeur comptable en raison de leur échéance rapprochée.

15. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

Au cours de la période terminée le 30 juin 2009:

- a) BBH Geo-Management inc. (« BBH ») a facturé :
 - i) des honoraires d'experts-conseils et de sous-traitants au montant de 1 495 000 \$ (1 193 000 \$ pour la même période en 2008) inclus dans les frais reportés ;
 - ii) des frais de gestion:
 - 1) de 396 000 \$ (1 031 000 \$ pour la même période en 2008) inclus dans les frais reportés ;
 - 2) de 11 000 \$ inclus dans les immobilisations corporelles ;
 - 3) Depuis le 1^{er} août 2008, les frais de gestion pour la propriété Matoush ont été réduits à 5 %.
 - iii) des honoraires professionnels, des frais légaux et de vérification, des frais de relations publiques et des loyers pour un montant total de 369 000 \$ (345 000 \$ pour la même période en 2008) ;
- b) Un dirigeant (en poste jusqu'au 9 juin 2009) a facturé des honoraires de comptabilité de 7 000 \$ (12 000 \$ pour la même période en 2008) inclus dans les honoraires professionnels ;
- c) Un dirigeant et administrateur qui est aussi un associé d'une société en responsabilité limitée, a facturé des honoraires professionnels légaux de 5 000 \$ (11 000 \$ pour la même période en 2008) inclus dans les frais légaux et de vérification.

BBH est apparenté avec la Société car:

- i) le président et administrateur de BBH est président et un administrateur de la Société ;
- ii) un dirigeant de BBH est aussi dirigeant et un administrateur de la Société.

Au 30 juin 2009, les créditeurs et les charges à payer comprennent un montant de 469 000 \$ (343 000 \$ au 30 juin 2008) à payer aux apparentés. Ces opérations ont eu lieu dans le cours normal des activités et ont été mesurées à la valeur d'échange qui représente le montant de la contrepartie établie et acceptée par les parties apparentées. Les conditions de paiements sont les mêmes que pour les autres fournisseurs de la Société sauf pour BBH dont les factures sont payables sur réception.

RESSOURCES STRATECO INC.
NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

Pour la période terminée au 30 juin 2009

(non vérifiées)

16. INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES SUR LE FLUX DE TRÉSORERIE

	Périodes de trois mois terminées les 30 juin		Périodes de six mois terminées les 30 juin	
	2009	2008	2009	2008
	\$	\$	\$	\$
Frais reportés inclus dans les créditeurs	1 570 233	-	1 570 233	-
Acquisition de propriétés minières en échange de l'émission d'actions ordinaires	-	390 600	-	390 600
Crédits d'impôt présentés en réduction des frais reportés	4 394 308	2 450 000	4 406 857	5 600 168
Rémunération à base d'actions incluse dans les frais reportés	169 945	-	169 945	-
Amortissement des immobilisations corporelles inclus dans les frais reportés	97 671	72 557	190 864	136 702

17. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés conformément à la présentation des états financiers de la période.

ANNEXE 52-109A2

ATTESTATION COMPLÈTE DES DOCUMENTS INTERMÉDIAIRES

Je, Guy Hébert, président et chef de la direction de Ressources Strateco inc. atteste ce qui suit :

1. Examen: J'ai examiné les états financiers intermédiaires et le rapport de gestion intermédiaire (collectivement, les «documents intermédiaires») de Ressources Strateco inc. (l'«émetteur») pour la période intermédiaire terminée le 30 juin 2009.

2. Aucune information fausse ou trompeuse: À ma connaissance, et avec la diligence raisonnable dont j'ai fait preuve, les documents intermédiaires ne contiennent pas d'information fausse ou trompeuse concernant un fait important ni n'omettent de fait important devant être déclaré ou nécessaire à une déclaration non trompeuse compte tenu des circonstances dans lesquelles elle a été faite, pour la période visée par les documents intermédiaires.

3. Image fidèle: À ma connaissance, et avec la diligence raisonnable dont j'ai fait preuve, les états financiers intermédiaires et les autres éléments d'information financière présentés dans les documents intermédiaires donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de l'émetteur aux dates de clôture des périodes présentées dans ses documents intermédiaires, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour ces périodes.

4. Responsabilité: Le ou les autres dirigeants signataires de l'émetteur et moi-même avons la responsabilité d'établir et de maintenir pour l'émetteur les contrôles et procédures de communication de l'information (CPCI) et le contrôle interne à l'égard de l'information financière (CIIF), au sens du Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs.

5. Conception: Sous réserve des limitations indiquées, le cas échéant, aux paragraphes 5.2 et 5.3, le ou les autres dirigeants signataires de l'émetteur et moi-même, à la clôture de la période visée par les documents intermédiaires, avons fait ce qui suit:

a) conçu ou fait concevoir sous notre supervision des CPCI pour fournir l'assurance raisonnable que:

i) l'information importante relative à l'émetteur nous est communiquée par d'autres personnes, en particulier pendant la période où les documents intermédiaires sont établis ;

ii) l'information qui doit être présentée par l'émetteur dans ses documents annuels, ses documents intermédiaires ou d'autres rapports qu'il dépose ou transmet en vertu de la législation en valeurs mobilières est enregistrée, traitée, condensée et présentée dans les délais prescrits par cette législation ;

b) conçu ou fait concevoir sous notre supervision le CIIF pour fournir l'assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis, aux fins de publication de l'information financière, conformément aux PCGR de l'émetteur.

5.1. Cadre de contrôle: Le cadre de contrôle utilisé par le ou les autres dirigeants signataires de l'émetteur et moi-même pour concevoir le CIIF est Gestion des risques et gouvernance : Recommandations sur le contrôle publié par l'Institut Canadien des comptables agréés.

5.2. S/O

5.3. S/O

6. Communication des modifications du CIIF : L'émetteur a présenté dans son rapport de gestion intermédiaire toute modification apportée au CIIF au cours de la période commençant le 1^{er} avril 2009 et se terminant le 30 juin 2009 qui a eu, ou est raisonnablement susceptible d'avoir, une incidence importante sur le CIIF.

Date: 7 août 2009

(s) Guy Hébert

Guy Hébert
Président et chef de la direction

ANNEXE 52-109A2

ATTESTATION COMPLÈTE DES DOCUMENTS INTERMÉDIAIRES

Je, Ingrid Martin, CA, Chef de la direction des finances pour Ressources Strateco inc. atteste ce qui suit :

1. Examen: J'ai examiné les états financiers intermédiaires et le rapport de gestion intermédiaire (collectivement, les «documents intermédiaires») de Ressources Strateco inc. (l'«émetteur») pour la période intermédiaire terminée le 30 juin 2009.

2. Aucune information fausse ou trompeuse: À ma connaissance, et avec la diligence raisonnable dont j'ai fait preuve, les documents intermédiaires ne contiennent pas d'information fausse ou trompeuse concernant un fait important ni n'omettent de fait important devant être déclaré ou nécessaire à une déclaration non trompeuse compte tenu des circonstances dans lesquelles elle a été faite, pour la période visée par les documents intermédiaires.

3. Image fidèle: À ma connaissance, et avec la diligence raisonnable dont j'ai fait preuve, les états financiers intermédiaires et les autres éléments d'information financière présentés dans les documents intermédiaires donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de l'émetteur aux dates de clôture des périodes présentées dans ses documents intermédiaires, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour ces périodes.

4. Responsabilité: Le ou les autres dirigeants signataires de l'émetteur et moi-même avons la responsabilité d'établir et de maintenir pour l'émetteur les contrôles et procédures de communication de l'information (CPCI) et le contrôle interne à l'égard de l'information financière (CIIF), au sens du Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs.

5. Conception: Sous réserve des limitations indiquées, le cas échéant, aux paragraphes 5.2 et 5.3, le ou les autres dirigeants signataires de l'émetteur et moi-même, à la clôture de la période visée par les documents intermédiaires, avons fait ce qui suit:

b) conçu ou fait concevoir sous notre supervision des CPCI pour fournir l'assurance raisonnable que:

iii) l'information importante relative à l'émetteur nous est communiquée par d'autres personnes, en particulier pendant la période où les documents intermédiaires sont établis ;

iv) l'information qui doit être présentée par l'émetteur dans ses documents annuels, ses documents intermédiaires ou d'autres rapports qu'il dépose ou transmet en vertu de la législation en valeurs mobilières est enregistrée, traitée, condensée et présentée dans les délais prescrits par cette législation ;

b) conçu ou fait concevoir sous notre supervision le CIIF pour fournir l'assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis, aux fins de publication de l'information financière, conformément aux PCGR de l'émetteur.

5.1. Cadre de contrôle: Le cadre de contrôle utilisé par le ou les autres dirigeants signataires de l'émetteur et moi-même pour concevoir le CIIF est Gestion des risques et gouvernance : Recommandations sur le contrôle publié par l'Institut Canadien des comptables agréés.

5.2. S/O

5.3. S/O

6. Communication des modifications du CIIF : L'émetteur a présenté dans son rapport de gestion intermédiaire toute modification apportée au CIIF au cours de la période commençant le 1^{er} avril 2009 et se terminant le 30 juin 2009 qui a eu, ou est raisonnablement susceptible d'avoir, une incidence importante sur le CIIF.

Date: 7 août 2009

(s) Ingrid Martin

Ingrid Martin, CA
Chef de la direction des finances

Informations générales

ADMINISTRATEURS

Guy Hébert

Boucherville (Québec)
Président et chef de la direction
BBH Géo-Management inc.

Robert Desjardins*

Montréal (Québec)
Président
Robert G. Desjardins et Associés inc.

Jean-Guy Masse*

Montréal (Québec)
Président
Gestion Métaux Précieux Northern Inc.

Marcel Bergeron*

Ville Mont-Royal (Québec)

Jean-Pierre Lachance

St-Hubert (Québec)
Vice-président
BBH Géo-Management inc.

Me Henri Lanctôt

Ville Mont-Royal (Québec)
Gowling Lafleur Henderson, s.r.l.

* Membre du comité de vérification

MEMBRES DE LA HAUTE DIRECTION

Guy Hébert, Bsc géo, M.B.A.

Président et chef de la direction

Jean-Pierre Lachance, géo

Vice-président exécutif

Pierre H. Terreault, Ing. MGP

Vice-président opérations et ingénierie

Ingrid Martin, CA

Chef de la direction des finances

Me Henri Lanctôt

Secrétaire

INFORMATIONS AUX ACTIONNAIRES

Inscription

Bourse de Toronto (TSX) – Symbole RSC
Bourse de Francfort – Symbole RF9
US SEC Enregistrement # 0-49942 – Symbole SRSIF

Siège social

1225, rue Gay-Lussac
Boucherville (Québec) J4B 7K1, CANADA
Téléphone : (450) 641-0775
1-866-774-7722
Télécopieur : (450) 641-1601
Site internet : www.stratecoinc.com

Agent de transfert et registraire

Société de fiducie Computershare du Canada

Vérificateurs

Petrie Raymond, S.E.N.C.R.L., Comptables Agréés

Conseillers juridiques

Gowling Lafleur Henderson, s.r.l.

An English copy of this report may be obtained from the Company's head office in Boucherville, Quebec.